

# JOURNAL DE S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

**ADMINISTRATION. — REDACTION.**  
Tous ceux qui ont adressé au bureau du journal des lettres ou des communications, doivent adresser au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, maison Dussak, n° 15.  
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées au bureau de la rédaction, sont priées d'accompagner les lettres qui s'adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.  
**PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG**  
ANGLAISES ET AFFICHES . . . . . 10 cop. la ligne.  
RÉCLAMES . . . . . 25 —  
FAITS DIVERS . . . . . 75 —

**S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, n° 16.**  
Journal hollandais, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15, à Moscou, chez GAVRIL, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGOWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LARCHELIN, ci-devant N. KYMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C<sup>e</sup>, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C<sup>e</sup>, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

## PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

	En mois.	Trois mois.	Six mois.	Un an.
Russie (SAINT-PETERSBOURG) . . . . .	2 r.	5 r. 50 k.	10 r.	18 r.
INTERIEUR . . . . .	2 50	6 75	12 50	22 50
Etats de l'Union postale Allemande . . . . .	2 50	7 12	13 25	24 50
Belgique, Suisse, Hollande, Italie . . . . .	3 25	8 12	15 25	27 50
France, Danemark, Angleterre et Roumanie . . . . .	3 25	8 12	15 25	27 50
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte . . . . .	3 25	8 12	15 25	27 50
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	3 75	10 50	19 25	36 50

Prix du numéro: en ville 40 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

## CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> janvier.  
Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.  
**Abonnements pour St-Petersbourg:** au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15.  
**Abonnements pour l'Intérieur:** adresser les lettres et l'argent au bureau du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky pérouok, n° 15 et à Moscou, chez GAVRIL, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.  
**Abonnements pour l'étranger:** adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 8 mars.

### Nouvelles de la Cour.

Jeu, 8 mars, S. Exc. Rustem-Pacha, ambassadeur de S. M. I. le sultan, a eu l'honneur d'être reçu en audience de congé par LL. AA. II. M<sup>tes</sup> le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch père, M<sup>me</sup> la grande-duchesse Alexandra Pétrona et M<sup>re</sup> le prince Pierre d'Oldenbourg.

Ce même jour, les personnes suivantes ont eu l'honneur d'être présentées à S. A. I. M<sup>re</sup> la grande-duchesse Alexandra Pétrona : S. Exc. lord Augustus Loftus, ambassadeur d'Angleterre; M. Boudouris, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Hellènes; M. le baron de Langenau, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Impériale et Royale Apostolique; M. Berg de Middelburgh, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Pays-Bas; M. de Reuterskiöld, chargé d'affaires de S. M. le roi de Suède et Norvège; Raouf-Bey, attaché à l'ambassade de Turquie; M. Bartoldi, premier secrétaire, et M. Abeille, troisième secrétaire de l'ambassade de France, M. Martin du Nord, attaché à la même ambassade; MM. le docteur Busch, conseiller, et le comte de Berchem, secrétaire de l'ambassade d'Allemagne; M. d'Almeida, attaché à la légation du Brésil, et M. le baron de Stjernstedt, attaché militaire à la légation de Suède et Norvège; ainsi que lady Augustus Loftus, ambassadrice d'Angleterre, miss Loftus, sa fille, M<sup>me</sup> Boudouris et M<sup>me</sup> la baronne de Stjernstedt.

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Promotion,** en récompense de services distingués, au rang de conseiller d'Etat actuel le conseiller d'Etat *Milutine*, membre du conseil de l'administration supérieure de la Sibirie Orientale, délégué par le ministère de la justice, du 9 février 1873. (Ord. du jour imp. du 25 février.)  
**Mutations.** Le conseiller d'Etat actuel *Bohuszewicz*, attaché surnuméraire au bureau du premier procureur du 5<sup>e</sup> département du sénat dirigeant, passe au nombre des attachés en pied au même bureau, et le conseiller d'Etat actuel *Vassilitsky*, attaché à un bureau de premier procureur du sénat dirigeant, passe du 6<sup>e</sup> département, maintenant supprimé, à la 2<sup>e</sup> section du 3<sup>e</sup> département, tous deux du 17 février 1873. (Ord. du jour du min. de la justice du 25 février.)

Le 20 janvier dernier, S. M. l'Empereur a daigné autoriser la fondation d'une bourse au séminaire ecclésiastique de Penza, dont le capital (1,500 r.) a été légué par le défunt assesseur de collège *Amplii Hltrovo*. (Message officiel.)

**TELEGRAPHES.** La station télégraphique du chemin de fer Baltique à Laak (gouvernement d'Esthonie), vient d'être ouverte à la correspondance intérieure. (Idem.)

**BREVET DE dix ans à M. Nathan Washburne,** sujet étranger, pour un perfectionnement dans la fabrication des roues en fonte avec bandes d'acier, destinées au matériel roulant des chemins de fer. (Gazette du sénat.)

## PARTIE NON OFFICIELLE.

La Gazette (russe) de l'Académie a appris que le comité des chemins de fer a examiné dernièrement le rapport du ministre de la guerre au sujet des nouvelles lignes indispensables pour la défense du pays. Parmi ces li-

## UNE QUESTION NÉGLIGÉE

par B. M. MARKÉVITCH

(d'après le Messenger Russe.)  
Traduit du russe par DURAND et GRÉVILLE.

Première partie.

Suite (1).

XXII.

— Qu'avez-vous en avec le musicien? me demanda Créty le lendemain matin à l'heure du thé; — il se plaint de vous.

— Il se plaint?... A propos de quoi? demandai-je à mon tour avec étonnement.

— Je vis immédiatement que mon gouverneur était embarrassé pour m'expliquer en quoi consistait le grief de Bulkenfress.

— Mais il vous soupçonne, il paraît, dit-il d'un air incertain, il vous soupçonne d'avoir surpris un entretien intime qu'il aurait eu avec cette belle dame... la mère de votre ami en fin... (2).

Je lui répondis, non sans rougir très-fort, que je n'avais écouté aucun entretien intime de Bulkenfress avec la mère de mon ami, et que Bulkenfress était un imbécille.

Créty fronça le sourcil.

— Comment se fait-il que vous vous soyez trouvé là au moment où il causait avec cette dame?

— C'est bien simple, commençai-je...

Mais il se trouva que l'explication était

gnes, dont la longueur totale monte au chiffre de 1,500 verstes, se trouvent les chemins du sud de la Russie: de Nicolaïev à Odessa, de Nicolaïev à Kherson et de Kiev à Elisabethgrad.

— Le même journal croit savoir que le ministère des voies de communication a élaboré un projet de réforme du mode de délivrer les concessions. D'après ce projet, soumis à l'examen d'autres ministères, l'intermédiaire des concessionnaires serait totalement supprimé. Le gouvernement lui-même ferait les études, élaborerait les projets et devis, et ouvrirait la souscription pour la réalisation du capital. La souscription terminée, les actionnaires choisiraient une direction, à laquelle le gouvernement remettrait la concession.

— Au dire de la même feuille, l'un des gouverneurs ayant rejeté la décision d'une administration municipale par laquelle celle-ci avait statué par une fin de non-recevoir au sujet de deux plaintes réclamant contre des procédés irréguliers de l'administration municipale aux enchères qui ont eu lieu pour l'entretien pendant une période de quatre années, des poids et mesures de la ville, — a soumis cette affaire à l'appréciation du sénat. Mais celui-ci, considérant qu'aux termes de l'art. 148 du règlement des personnes privées peuvent, toutes les fois que leurs droits civils sont lésés, intenter une action conformément aux lois générales, a trouvé que l'administration municipale était dans son droit de statuer par une fin de non-recevoir, et n'a pas donné suite à la protestation du gouverneur.

— Une correspondance adressée de Volsk au *Monde russe* signale l'intérêt extraordinaire manifesté par la population à propos des études en cours d'exécution pour le chemin de fer de Volsk à Kouznetsk que M. Besobrasov a été autorisé à faire. Le 15 janvier la douma de Volsk et le 4 février le zemstvo local ont décidé de déléguer chacun de leur côté une députation chargée de faire auprès du gouvernement des démarches tendant à obtenir que cette ligne soit comprise dans le réseau. Le projet de la gare et du chemin d'accès au Volga a été reconnu conforme aux besoins.

— Le même journal dit avoir appris que le ministère de l'instruction publique a demandé l'autorisation d'appliquer aux gymnases de Réval et de Riga, à partir de l'année scolaire prochaine, les statuts et les cadres qu'on peu modifiés des gymnases sanctionnés par l'Empereur le 30 juillet 1871, avec deux langues anciennes.

— Le bruit court que les ministères de l'intérieur et de la justice sont en pourparlers sur des modifications à apporter dans le système des ventes de propriétés immobilières aux enchères. Il s'agirait de prescrire qu'à l'avenir les premières enchères aient lieu dans les villes de district pour chaque propriété, quel que soit le chiffre de l'estimation de la propriété mise en vente. (Voix.)

— On dit, à titre de bruit, qu'une commission spéciale a été formée à la 2<sup>e</sup> section de la chancellerie particulière du S. M. l'Empereur, afin d'examiner et de compléter les prescriptions actuellement en vigueur sur la responsabilité à encourir par les fonctionnaires appelés à rédiger et à certifier les actes, en cas de dérogation par eux aux règlements sur le notariat et à la procédure existante, dérogations faites dans l'intention d'agir au préjudice des intérêts d'une des parties intéressées. (Idem.)

— Vu l'insubordination et l'insuffisance de personnel du golfe d'Eysk, il est question de procéder aux travaux de dragage et d'approfondissement de ce golfe et d'y construire un débarcadère. (Idem.)

— Parmi beaucoup d'autres constructions, dit le *Messenger d'Azov*, s'élève actuellement à Nicolaïev une grande usine métallurgique (fabrique de fer) appartenant à M. Bert, pour les travaux de construction de laquelle 3,000 ouvriers devront arriver au printemps.

— La Gazette du Don rapporte que l'on parle à Novotcherkassk d'une enquête qui serait ouverte à Taganrog sur la déviance systématique de faux passeports et la vente des femmes au marché de Constantinople.

— La séance de la douma d'Odessa du 28

février, dans laquelle des questions urgentes devaient être résolues, n'a pu avoir lieu, au dire du *Messenger d'Odessa*, à cause du mauvais éclairage au gaz, car pendant tout un quart d'heure on a vainement essayé d'allumer le lustre de la salle. Les membres de la douma ont fini par s'en aller sans rien faire, si ce n'est de tristes réflexions au sujet de l'influence de l'éclairage au gaz sur la marche des affaires administratives de la ville.

— L'Indicateur du ministère des finances nous apprend que le total des recettes donataires en 1872 monte à la somme de 54,358,341 roubles, ce qui fait qu'il y a eu l'année dernière un excédant de 5,078,982 r. sur l'année 1871 et de 12,213,299 r. sur l'année 1870.

Le tableau suivant montre le chiffre des recettes réalisées en 1872 sur les principales stations donataires de l'Empire, ainsi que les changements comparativement aux deux années précédentes :

	Recettes en 1872	Comparativement à 1871	Comparativement à 1870
Station de Moscou	14,303,392	+ 2,232,893	+ 4,678,267
Port de St-Petersbourg	10,911,200	+ 241,760	+ 442,765
Odessa	6,462,033	+ 1,243,367	+ 2,384,495
Wierzbolowo	3,405,341	+ 171,390	+ 101,720
Varsovie	3,269,094	+ 88,475	+ 1,040,529
Riga	2,885,101	+ 63,609	+ 161,968

St-Petersbourg par terre) 1,536,448 + 366,874 + 457,250  
Irkoutsk 1,428,562 + 122,647 + 244,431  
Taganrog 1,355,337 + 27,345 + 198,392  
Alexandrov 1,329,257 + 93,895 + 422,106

Réval 1,281,380 + 469,338 + 752,903  
Yoursbourg 1,161,969 + 336,397 + 76,410  
Volzhsk 1,031,467 + 879,040 + 966,548  
Radzivilov 409,281 + 270,182 + 229,304

Liban 348,505 + 166,323 + 173,454  
Sobinovsk 290,876 + 90,127 + 17,659  
Novosvitsk 268,008 + 9,644 + 102,856  
Goustaia 268,008 + 39,486 + 37,225

Narva 225,780 + 62,509 + 14,950  
Neschna 207,860 + 34,488 + 51,279  
Stephiovsk 199,865 + 29,763 + 12,881  
Arkhangel 189,792 + 26,896 + 21,884

Pernau 184,390 + 3,438 + 19,789  
Michalovitz 95,681 + 49,203 + 16,552  
Tarnogor 92,036 + 8,292 + 28,878  
Berdiansk 87,944 + 2,591 + 35,113

Astrakhan 87,265 + 38,110 + 39,692  
Skouliansk 79,758 + 179 + 52,234  
Novosvitsk 68,555 + 30,638 + 33,453  
Gordjov 59,989 + 5,142 + 6,794

Kertch 54,134 + 21,343 + 27,841  
Nicolaïev 53,755 + 44,773 + 44,897  
Baltique 53,488 + 40,913 + 53,381  
Kharkov 44,995 + 12,901 + 40,524

Tomashev 42,860 + 5,011 + 19,421  
Sévastopol 38,705 + 15,762 + 19,045  
Véronevsk 34,790 + 13,459 + 14,748  
Sloupetz 34,448 + 302 + 18,894

Novomest 31,907 + 3,460 + 2,513  
Krétingen 31,888 + 1,792 + 5,624  
Cronstadt 31,306 + 1,699 + 7,697  
Windau 25,811 + 1,277 + 16,178

Les recettes des vingt-neuf autres stations étant pour chacune d'elles inférieures à la somme de 25,000 r. et les différences de rentrée entre les trois années 1870, 1871 et 1872 étant insignifiantes, nous croyons inutile de les reproduire.

Barrières de douane de :  
Bogousch 99,385 + 71,029  
Rostov 39,235 + 17,384  
Rostov 39,235 + 17,384  
Vladislavov 11,800 + 82  
Hapsal 10,578 + 3,138  
Kounde 10,404 + 8,561

Pour ce qui est des 21 autres barrières et postes de douanes, nous n'en reproduisons pas les chiffres, vu leur peu d'importance.

Le tableau suivant montre la somme des recettes perçues sur les principales marchandises d'importation :

	Recettes en 1872	Augmentation comparativement à 1871	1872
Thé	13,631,760	1,663,670	3,573,881
Boissons	4,404,290	534,861	1,004,339
Tissus de laine	3,293,091	151,434	630,221

Halles	2,598,874	183,412	668,309
Missus de soie	1,917,402	287,313	666,323
Tissus de coton	1,855,486	210,366	353,568
Tabac	1,322,439	172,597	265,148
Sucre	1,274,624	1,261,691	1,205,073
Pil	1,096,488	188,175	379,788
Kérosine	997,498	51,211	204,730
Machines et appareils	681,464	126,117	249,988

Pour ce qui est des monnaies et des lingots d'or et d'argent, il en est

En 1872. Comparativement à 1871. 1870.

entré pour 12,780,950 + 5,611,050 + 10,497,529

sorti 6,830,808 — 10,060,764 — 16,444,117

D'après le budget pour l'exercice de 1872, l'on ne comptait que sur 44,777,500 r. de recettes donataires. Il y a donc eu un surplus de 9,580,841 r.

Les frais d'entretien de la douane ayant monté à 5,344,600, le rendement net a atteint la somme de 49,013,741 r., c'est-à-dire 90 1/5 0/0.

Voici la fin du résumé que nous avons emprunté au *Monde russe* sur le projet de réforme militaire :

**De la répartition de la levée annuelle des conscrits.** — Le ministère de la guerre, une fois en possession des renseignements nécessaires, fait la répartition de toute la quantité totale des conscrits entre les gouvernements, dans la proportion du nombre d'individus portés sur les listes d'appel de chaque gouvernement.

Cette répartition sera soumise par le ministre de la guerre au conseil de l'Empire le 1<sup>er</sup> août au plus tard et, après avoir reçu la sanction impériale — sera communiquée aux bureaux de conscription gouvernementaux et publics.

Quant à la répartition de la levée entre les circonscriptions d'appel d'un gouvernement, elle sera faite par le bureau de conscription gouvernemental proportionnellement au nombre d'individus portés sur les listes de chaque circonscription.

**La levée.** Les bureaux des districts, à l'approche de l'époque du recrutement, désignent pour chaque circonscription les jours d'appel et, par l'intermédiaire des municipalités et des administrations communales, des dispositions afin de faire réunir le jour voulu aux endroits de rassemblement de chaque circonscription tous les individus portés dans les listes d'appel et complémentaires ainsi que de ceux dont l'âge doit être déterminé d'après un examen extérieur, à l'exception toutefois de ceux auxquels un délai est accordé pour l'achèvement de leurs études et de ceux qui se trouvent au service, en vertu de contrats, à bord des bâtiments de commerce. Peuvent être relevés de l'obligation de se présenter à l'appel les personnes gravement ou dangereusement malades, dont l'état doit être constaté par un certificat d'un médecin et de la police à présenter au bureau de la circonscription par les personnes de leur entourage. A défaut d'un médecin dans la résidence du malade le certificat peut être signé par le curé de la paroisse et le staroste de la commune ou le juge de paix.

**Dispositions réglant la manière de procéder au tirage au sort.** Avant le tirage, le président doit s'assurer personnellement que le nombre des billets préparés est bien d'accord avec le nombre d'individus portés sur la liste des conscrits, et marquer tous les billets d'un signe conventionnel (un chiffre, une lettre, etc.). Les billets sont ensuite, sous la surveillance du président, roulés, mêlés et jetés dans une urne. Les conscriptionnaires peuvent choisir parmi eux un délégué qui vérifiera et mèlera les billets roulés avant qu'ils soient placés dans l'urne.

Avant de procéder au tirage, le sort désignera l'ordre dans lequel les villes et communes d'une circonscription tireront au sort. Ensuite les individus de chaque ville et commune seront appelés dans l'ordre d'après lequel ils sont portés sur les listes. Chacun des appelés tire un numéro pour lui; pour les absents tireront, soit leurs parents, soit les membres des municipalités, soit enfin les starostes des communes.

— Je suis plus âgé que lui, répondit Vassia pour moi.

— Et plus intelligent! ajoutai-je.

— Oh! oh! quelle modestie! dit la belle dame avec un sourire. — D'où concluez-vous cela?

— Maman! s'écria Vassia sans me donner le temps d'ouvrir la bouche, — il va se mettre à faire mon éloge, parce qu'il est extrêmement bon enfant, et moi, pour ne pas rougir, je serai forcé de m'en aller dans ma chambre. Nous en sommes encore aux cotolettes! Fais-moi grâce, maman!

Vassia était méconnaissable. Tout comme Anna Vassilievna, il semblait avoir un lourd fardeau de moins sur les épaules.

— Il aurait bien tort de faire ton éloge, dit Lionbow Pétrona en jetant à son fils un regard caressant, presque suppliant; — je suis sûre qu'il aime sa mère mieux que tu ne m'aimes...

Vassia leva sa tête et ses grands yeux, qui soudain se remplirent de larmes. Gerasime Ivanovitch respirait lourdement et son visage se sillonnait de veines bleues, tant était grande l'attention avec laquelle il regardait alternativement la mère et le fils.

— Dis-moi, Lionbowitch, pourquoi t'es-tu mis dans la tête que ton fils ne t'aime pas? dit Anna Vassilievna, se mêlant tout-à-coup à la conversation, d'une voix où l'on sentait vibrer en même temps l'inquiétude et le reproche.

— C'est, chère tante, parce qu'il est trop sérieux, et qu'il ne s'avise jamais, comme le

monne. Le numéro sera lu à haute voix par l'un des membres du bureau de conscription, avec le nom de celui qui l'a tiré et son numéro d'après la liste d'appel, et sera transmis aux membres du bureau pour la vérification et annotation, tant sur le billet lui-même que sur la liste. En même temps le nom de celui qui a tiré et son numéro d'après la liste d'appel seront portés sur la liste de tirage, après quoi le billet portant le numéro sera remis au conscrit pour être gardé par lui.

Le tirage doit être terminé dans une circonscription, autant que possible, en un seul jour, et, en cas d'impossibilité, continuer chaque jour jusqu'à ce qu'il soit terminé. Les dispositions suivantes doivent être prises lors du tirage :

1<sup>re</sup> L'urne doit être placée de façon à pouvoir être vue par tous les assistants.

2<sup>re</sup> Les numéros seront tirés publiquement.

3<sup>re</sup> La main de celui qui tire devra être découverte jusqu'au coude, avant d'être plongée dans l'urne, et montrée aux assistants ouverte, afin que chacun puisse s'assurer de l'impossibilité d'une fraude.

4<sup>re</sup> Personne ne devra toucher à l'urne excepté celui qui tire.

5<sup>re</sup> Le tirage est fait une seule fois et chaque conscrit devra subir le service d'après le numéro tiré, lors même qu'il l'aurait tiré avant son tour, par erreur ou à cause d'un malentendu.

6<sup>re</sup> Si le tirage n'est pas terminé en une seule séance, l'urne contenant les numéros restants est laissée intacte jusqu'au lendemain et dans ce cas elle doit être scellée et revêtue des sceaux de tous les membres du bureau et surveillée par un gardien spécialement désigné à cet effet par ce dernier.

**De la révision et de l'admission au service.** — Après le tirage, le bureau de district fait la révision et effectue l'admission dans les troupes régulières en commençant par les individus portés dans les listes complémentaires.

La révision consiste dans le mesurage de la taille et un examen médical de la constitution et de la santé, conformément au règlement.

L'opinion des médecins n'est pas obligatoire pour le bureau de district, mais les individus reconnus impropres au service non à l'année, sont soumis à une nouvelle révision au bureau de conscription gouvernemental. Tous les assistants peuvent combattre l'opinion qui a reconnu le conscrit impropre au service militaire. Ces observations sont portées au journal du bureau de conscription de district; quant au bureau gouvernemental il peut dans ces cas soumettre à une nouvelle révision même ceux des conscrits au sujet desquels le bureau de district avait statué à l'unanimité.

Les memonies portés sur la liste de conscrits ne sont désignés que pour le service hors des rangs, dans les hôpitaux, dans les ateliers militaires du ministère de la guerre et dans tout autre établissement de ce genre, et sont affranchis de l'obligation de porter les armes; cette clause ne concerne pas ceux des memonies qui se seraient ralliés à la secte ou qui arriveraient de l'étranger pour se fixer dans l'Empire après la promulgation du présent règlement.

L'admission des conscrits pour les troupes permanentes une fois terminée, le bureau de district insérera d'après la liste du tirage dans la milice tous les autres individus appelés au tirage et reconnus capables de porter les armes.

Les attributions d'un bureau de district dans les circonscriptions consistent dans la lecture de la liste des individus reçus au service dans les troupes permanentes et leur assermentation.

**Observation.** Les personnes voulant se soustraire à la prestation du serment entrent au service sans l'avoir prêté, mais ces cas seront annotés sur les listes d'admission.

Les individus reçus dans les troupes permanentes après avoir prêté serment peuvent regagner leurs demeures, toutefois après avoir reçu communication du jour et de la localité, où ils devront se présenter pour entrer au service.

Nous empruntons à la *Voix* le compte-rendu sommaire suivant de la séance de la haute cour militaire au sujet du pourvoi en cassation.

— Je suis plus âgé que lui, répondit Vassia pour moi.



liers consistent dans la même participation au jugement illégal prononcé contre Kvitinsky et pour Doppelmayr et Popow en outre en ce qu'ils ont participé à la rédaction et à l'envoi d'une lettre collective adressée au commandant de la 3<sup>e</sup> batterie et constatant la prétendue conduite répréhensible de Kvitinsky.

De la part du capitaine Schatow 1<sup>er</sup> et du capitaine en second Schatow 2, en ce qu'ils avaient organisé tous les actes irréguliers dirigés par la plupart des officiers contre Kvitinsky ; de la part de Schatow 1<sup>er</sup> en outre en ce qu'il avait signé la lettre collective à la 3<sup>e</sup> batterie en qualité de membre du tribunal d'honneur tandis qu'il avait antérieurement déjà, comme le colonel Khlebnikov, refusé d'y prendre part.

De la part du capitaine en second Köchly, en ce qu'il avait porté au tribunal d'honneur contre Kvitinsky une accusation qu'il savait être fautive, en affirmant que celui-ci aurait souffert de la part du maréchal des logis une insulte faite en présence des officiers et en ce que lui Köchly avait proposé chez le conseiller d'Etat Potiline des aspersions déshonorantes et diffamatoires sur le compte de Kvitinsky.

De la part de l'aide de camp de la brigade, le lieutenant Stcherbinsky, dont les actes irréguliers consistaient en ce qu'il avait encouragé et développé la discorde et les mécontentements entre la plupart des officiers et Kvitinsky et en ce qu'il s'est permis de faire sur l'original du jugement concernant Kvitinsky des changements arbitraires, notamment dans des articles de loi cités, et avait fait à l'ancien commandant de la brigade de faux rapports sur le compte de Kvitinsky, lesquels ont valu à ce dernier des reproches dont l'irrégularité a été reconnue par le chef de l'artillerie.

En vue de ce qui précède, le tribunal a statué, en vertu de l'art. 843 du livre 24, qu'il soit révoqué des actes précités, par l'entremise du procureur militaire, aux autorités compétentes et qu'il soit procédé d'après la teneur des lois.

Le commandant de la 1<sup>re</sup> brigade, général-major Gousky, le commandant de la 1<sup>re</sup> batterie, colonel Khlebnikov, les capitaines en second Schatow 2 et Köchly et les lieutenants Popow et Stcherbinsky ont appelé de ce jugement.

La cour de cassation militaire, après examen de l'affaire, a statué ce qui suit : Dans le jugement rendu par le tribunal de l'arrondissement militaire de St-Petersbourg dans l'affaire Kvitinsky, et notamment dans la partie où il est question des circonstances donnant lieu à la responsabilité des militaires non-traduits devant le tribunal pour être jugés, sont infirmes celles des parties de ce jugement dans lesquelles, contrairement à l'art. 843 du livre 24, le tribunal de l'arrondissement a conclu à la responsabilité de personnes non-nommées sous jugement et où il se livre à l'appréciation des circonstances découvertes pendant les débats et notamment en ce qui concerne :

1<sup>o</sup> le général-major Gousky, — que tout en connaissant l'hostilité des jeunes officiers envers Kvitinsky, non-seulement il n'avait pris en temps opportun aucune mesure afin de faire cesser les mécontentements, mais s'était montré solidaire de ces officiers en encourageant ainsi la continuation et le développement de ces mécontentements et qu'il avait autorisé le tribunal d'officiers à juger Kvitinsky après le départ de ce dernier pour Varsovie, lorsque le tribunal n'avait plus qualité pour le juger ;

2<sup>o</sup> le colonel Khlebnikov, — que, tout en étant l'officier supérieur qui dans la batterie de St-Petersbourg avait, par une solidarité déplacée avec les jeunes officiers, encouragé, comme le général Gousky, à la continuation et au développement de leurs mécontentements envers Kvitinsky ;

3<sup>o</sup> le capitaine Schatow 2, — qu'il avait organisé tous les actes irréguliers dirigés par la plupart des officiers contre Kvitinsky ;

4<sup>o</sup> le capitaine Köchly, — qu'il avait répondu chez le conseiller d'Etat Potiline des calomnies déshonorantes pour Kvitinsky ;

5<sup>o</sup> le lieutenant Stcherbinsky, qu'il avait concouru à entretenir et à développer les mécontentements parmi les officiers contre Kvitinsky et avait fait de faux rapports à l'ancien commandant de la brigade ;

6<sup>o</sup> le lieutenant Popow, — qu'il avait pris part à la rédaction et à l'envoi à la 3<sup>e</sup> batterie d'une lettre collective, annonçant la soi-disant conduite répréhensible de Kvitinsky.

Sur tous les autres points des pourvois en cassation, la cour a statué par une fin de non-recevoir.

Le 9 mai de l'année courante, l'Ecole des Porte-Enseigne, aujourd'hui l'Ecole de cavalerie Nicolas, célébra le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation par le très auguste Souverain feu l'Empereur Alexandre 1<sup>er</sup>.

Par autorisation de Sa Majesté tous les anciens élèves ainsi que les maîtres et les employés attachés à l'établissement sont invités à prendre part à cette fête.

En vue d'un aperçu historique, l'école invite les anciens élèves occupant des emplois civils ou actuellement en retraite, à présenter jusqu'au 30 mars les renseignements sur leur rang, leur domicile, les places qu'ils occupent et l'année où ils ont quitté l'établissement. L'école accueillera de même avec reconnaissance, de tous les anciens élèves, les mémoires, remarques, biographies de personnes illustres dont l'influence a été plus ou moins grande, surtout parmi les élèves de l'école.

ses longues moustaches aux poils rares et son petit nez camus dressé vers le ciel. Il avait si bien l'air d'un chien couchant, que je m'attendais toujours à voir la dame jeter à terre n'importe quoi et lui dire : « Apporte, Trésor ! »

Anna Vassilievna s'agenait la femme de l'ispravitnik et son cousin d'une façon si amusante ; sa gaieté, à laquelle nous n'étions pas accoutumés, était si communicative, que nous éclatâmes tous, à commencer par le malade, d'un rire presque inextinguible.

— Apporte, Trésor ! s'écria Lioubow Pétrouva, qui avait été son gant et le jeta à son fils par-dessus la table. J'étais assis à côté de Vassia, et le gant tomba dans mon assiette. Je le saisis avec les dents, et, pris d'une bizarre fantaisie, — je me mis à bondir autour de la table, pendant que Vassia, s'élançant après moi, me disait : « Donne, c'est moi qui suis Trésor ; toi, tu n'es que le gros Brigand ! »

Mais je ne le lui rendis pas ; arrivé auprès de sa mère, je m'agenouillai en allongeant mon visage, et tenant toujours le gant entre mes dents. Elle le prit et en donna un petit coup sur la joue de son fils en lui disant : « Voilà pour toi ! ». Puis elle ajouta : « Voilà pour vous », en me tendant sa main. Je la pressai avec ardeur contre mes lèvres. Vassia s'empara de son autre main et lui baisa chaque doigt séparément.

— Je te provoquerai en duel, Boris ! — Il te tuera, je parie ! dit Lioubow Pétrouva, car il est plus adroit que vous, monsieur mon fils !

— Je crois bien ! Il a déjà tué trois corbeaux dans sa vie.

## NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Comme on devait s'y attendre, l'Assemblée Nationale de France s'est empressée de voter hier, à l'unanimité, le traité d'évacuation définitive conclu avec l'Allemagne. Nos lecteurs connaissent déjà par le télégraphe l'unanimité avec laquelle, dès lundi, la Chambre avait exprimé ses remerciements au gouvernement. Il est donc inutile d'insister en détail sur le langage non moins enthousiaste que tenait la presse à cette date, — avec des nuances, bien entendu, qui ressortent de la nature même des choses. C'est ainsi que la *République française* ne formulait plus qu'un vœu, qu'un programme : la dissolution de l'Assemblée Nationale, et qu'elle revendiquait à la forme républicaine tout le mérite de la facilité que la France a trouvée à se libérer vis-à-vis de l'étranger. Le *Temps* nous semble mieux avisé, en concluant du traité du 15 mars que la droite, qui était sur le point de faire une campagne contre le gouvernement pour obtenir quelques portefeuilles, va désormais renoncer à ce projet et en disant que « la trêve des partis, si souvent promulguée, si rarement observée, devra désormais être une vérité, et ceux qui, hier encore, semblaient disposés à la rompre, seront certainement demain les premiers à la pratiquer. »

C'est en effet, ce que la droite vient de faire, en déclarant hier qu'elle renonçait à l'interpellation sur les mesures prises contre certains journaux du parti conservateur. Mais la gauche ne l'entend pas ainsi. On sait que samedi dernier, lors de l'interpellation Castellane, M. Gambetta s'est empressé d'en prendre acte pour réclamer l'abolition de l'état de siège dans les quarante et quelques départements où il existe encore. La gauche a donc dû être déçue de voir, par le retrait de l'interpellation Castellane, lui échapper l'occasion de soulever un de ces débats qui passionnent, et elle a interpellé à son tour le gouvernement sur la situation de la presse dans le Midi, où, comme on sait, les passions radicales sont les plus exaltées malgré l'état de siège qui n'y a pas encore été levé. Ce débat a dû s'engager aujourd'hui.

Nous avons déjà fait comprendre que le parti radical se donnera désormais pour principale tâche de faire perdre à l'Assemblée son temps par des discussions plus ou moins oiseuses, pour l'empêcher de voter les lois constitutives promises dans la loi Broglie et pour arriver ainsi à l'évacuation, qu'elle considère comme le terme fatal de la session. Nous verrons si la majorité conservatrice aura assez de force et de cohésion pour déjouer ce calcul et mieux utiliser le temps qui reste à l'Assemblée.

Nous avons dit plus haut quelques mots des appréciations de la presse française à l'occasion de la dernière convention avec l'Allemagne. La nouvelle en ayant été publiée à Paris dimanche dernier, 16 mars, une feuille bonapartiste, l'*Ordre*, a trouvé moyen de rattacher cet événement à une fête de son parti, en disant :

« Nous avons aujourd'hui une raison particulière d'être profondément émus. »

« Aujourd'hui, 16 mars, le prince Louis-Napoléon entre dans sa dix-huitième année, et nous connaissons assez le prince pour savoir qu'aucun hommage ne pourrait lui toucher aussi vivement que la nouvelle qu'il doit avoir déjà reçue. »

« Etrange destinée que la nôtre ! »

« Il semble qu'il y ait, entre le pays et cette famille que nous aimons, une solidarité de douleurs et de joies, de grandeurs et de revers, et que, par la force des choses, une fête napoléonienne doive toujours être une joie nationale. »

M. Thiers et ses ministres ne s'attendaient certes pas à voir « le prince impérial » intervenir dans la question. On ne peut pas tout prévoir.

La discussion financière au sein de la seconde Chambre de Hongrie, dont nous parlions hier à cette place, a commencé samedi dernier. On pouvait, dès le début, constater que le ministère n'avait plus à redouter les difficultés auxquelles on s'attendait. Les membres de la gauche extrême ont seuls combattu l'ensemble des augmentations d'impôts demandées. M. Tisza, au nom du centre gauche, a approuvé plusieurs des propositions ministérielles et n'a fait des réserves que sur quelques détails, et M. de Lonyay, qui la veille encore avait eu à objecter, dans la réunion du parti Déak, s'est empressé de donner son adhésion. Dès cette première séance deux des projets de loi présentés en vue de l'équilibre budgétaire ont été votés. La suite des débats a été renvoyée à lundi, 17 mars.

— Tu seras le quatrième ! Elle me regarda et sourit. Il n'y avait plus rien de moqueur ni de provocant dans ce sourire ; rien de ce qui, auparavant, me remplissait de trouble quand je la voyais. En ce moment, je ne pensais plus à sa beauté. Elle fait, pensais-je, comme aurait fait maman à sa place, elle rit et joue tout simplement avec Vassia et avec moi. Et moi, confiant et innocent, comme si en effet c'était moi sa mère, je la regardais franchement ; et tout, en moi comme autour de moi, me paraissait léger ; je me sentais libre de toute pensée pénible, de tout souci ; il me semblait que nous étions tous des oiseaux, réunis pour un moment autour de cette table, et que nous allions prendre notre essor tous ensemble et disparaître par la fenêtre ouverte.

— Maman, demandez-lui pourquoi il s'est querellé avec son gouverneur ! dit tout à coup Vassia.

Je fus obligé de raconter, — en tâchant de la rendre d'une façon aussi comique que possible, — ma discussion avec Créty au sujet de *bellum* et de *gesta*, et d'expliquer combien je trouvais ennuyeux les thèmes de versification dont il me « régalait » deux fois par semaine.

— Voyez pourtant comme les goûts sont différents ! dit Lioubow Pétrouva ; — moi, je serais très-contente que mon fils fût ainsi « régalé » ! Son français est loin d'être irréprochable.

— En revanche, il parle parfaitement l'allemand ; et moi, je le parle fort mal.

— Si vous voulez, maman, proposa Vassia, — et si notre tante le permet...

— Tu seras le quatrième ! Elle me regarda et sourit. Il n'y avait plus rien de moqueur ni de provocant dans ce sourire ; rien de ce qui, auparavant, me remplissait de trouble quand je la voyais. En ce moment, je ne pensais plus à sa beauté. Elle fait, pensais-je, comme aurait fait maman à sa place, elle rit et joue tout simplement avec Vassia et avec moi. Et moi, confiant et innocent, comme si en effet c'était moi sa mère, je la regardais franchement ; et tout, en moi comme autour de moi, me paraissait léger ; je me sentais libre de toute pensée pénible, de tout souci ; il me semblait que nous étions tous des oiseaux, réunis pour un moment autour de cette table, et que nous allions prendre notre essor tous ensemble et disparaître par la fenêtre ouverte.

— Maman, demandez-lui pourquoi il s'est querellé avec son gouverneur ! dit tout à coup Vassia.

Je fus obligé de raconter, — en tâchant de la rendre d'une façon aussi comique que possible, — ma discussion avec Créty au sujet de *bellum* et de *gesta*, et d'expliquer combien je trouvais ennuyeux les thèmes de versification dont il me « régalait » deux fois par semaine.

— Voyez pourtant comme les goûts sont différents ! dit Lioubow Pétrouva ; — moi, je serais très-contente que mon fils fût ainsi « régalé » ! Son français est loin d'être irréprochable.

— En revanche, il parle parfaitement l'allemand ; et moi, je le parle fort mal.

— Si vous voulez, maman, proposa Vassia, — et si notre tante le permet...

On a lu dans notre numéro d'hier quelques extraits du discours que M. Figueras a prononcé dernièrement à Barcelone. La mission que cet homme d'Etat était allé y remplir a parfaitement réussi. M. Figueras est parvenu à calmer l'agitation que le parti fédéraliste entretenait dans cette ville. Les journaux espagnols constatent que ses paroles ont produit un excellent effet tant à Barcelone qu'à Madrid et que l'ordre le plus complet règne dans ces deux villes.

Il résulte des détails sur le combat de Dorregaray entre les troupes républicaines et les carlistes, que cette rencontre a été assez meurtrière et tout à l'avantage du gouvernement. Pourtant les organes qui protègent en France la cause carliste cherchent à représenter ce combat comme une victoire remportée par ce dernier parti. Le bruit court, d'un autre côté, que les carlistes, qui attendaient don Carlos à Vera, ont été battus et dispersés ; l'entrée du prétendant en Espagne a été niée en pleine Chambre des Députés par M. Castelar, et enfin l'on affirme que bon nombre de cabecillas ont abandonné don Carlos pour arborer l'étendard de son frère don Alphonse. Bien entendu nous ne citons toutes ces rumeurs contradictoires qu'à titre d'informations et pour montrer à quel point il est difficile de se faire une juste idée de l'état réel des choses en Espagne.

## DEPECES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, mercredi 19 mars, au soir.

M. Thiers a reçu les vives félicitations de toutes les puissances à l'occasion du traité d'évacuation.

L'interpellation des députés de la gauche à l'Assemblée Nationale, sur la situation des journaux du Midi à la suite de l'état de siège, est fixée à demain jeudi.

Le projet de loi portant approbation du traité d'évacuation conclu avec l'Allemagne a été voté à l'unanimité.

M. de Castellane a retiré son interpellation sur les mesures de rigueur contre les journaux de Paris, à la suite de la promesse du ministre que ces mesures seront prochainement retirées ou adoucies.

## Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

### Allemagne.

La conclusion du traité d'évacuation avec la France inspire à la *Norddeutsche Zeitung* les réflexions que voici :

« Dans toute l'étendue de l'Allemagne, ce sera avec une haute satisfaction qu'on apprendra la nouvelle du prochain retour définitif de la « garde du Rhin », qui va être rendue à la patrie. Une satisfaction tout aussi vive se manifeste dans la partie convenable et respectable de la presse française et il est à désirer que ces sentiments s'affermissent à la longue, dans l'intérêt des relations de bon voisinage entre les deux Etats. L'Allemagne a prêté la main avec empressement à ce que les rapports tels qu'ils étaient résultés de la guerre eussent un terme aussi promptement que possible : puissent des relations pacifiques et amicales les remplacer bientôt ! »

« Le gouvernement français a exprimé sa satisfaction du résultat heureusement acquis en conférant le grand-cordon de la Légion d'honneur à son ambassadeur à Berlin ; — quant à M. Thiers, l'histoire de la France devra enregistrer que pour ses efforts pour faciliter tant la conclusion de la paix que l'exécution des conditions de la paix, il a bien mérité de sa patrie ! »

« Prenant matière d'une assertion du *Magdeburger Korrespondent*, portant que « lors de son dernier grand discours à la Chambre des Seigneurs de Prusse, le prince de Bismarck a laissé les auditeurs dans le doute sur la question de savoir si parlait comme conservateur ou comme libéral. » — la *Norddeutsche Zeitung* publie les réflexions suivantes :

« Selon nous, c'est comme ministre prussien que le prince a parlé, et en cette qualité tout comme au titre de chancelier de l'Empire, il ne parle jamais en homme de parti. Aucun doute n'est possible à cet égard. Nous n'avons un gouvernement de parti ni en Prusse ni en Allemagne. Un développement progressif du droit politique n'est pas seulement compatible, mais étroitement lié avec la continuité de ce développement, et par conséquent avec le respect de ce qui existe et la sollicitude pour ce qui est opportun et viable. S'il est dans la nature des grands partis politiques d'accepter plus particulièrement l'un ou l'autre des deux conditions également légitimes de toute existence politique dans le présent et dans l'avenir ; de se donner des désignations conformes, et d'élaborer des programmes, — ce que, en Allemagne, nous demandons d'un gouvernement ne peut consister en ce qu'il soit ou bien conservateur ou bien libéral. Nos hommes d'Etat ne sont pas à la tête des partis. Ils dirigent l'Etat, et ils ont pour mission de faire droit, dans l'intérêt du pays, à toutes les forces et impulsions saines de la nation, aussi bien à celles qui s'appliquent à conserver, qu'à celles qui tendent à progresser. »

— On lit dans le *Moniteur universel* : « On assure que, le 10 de ce mois, M. de Rémusat a remis à M. Olzog une note en réponse au *memorandum* de M. Castelar. Dans ce document, le ministre français s'exprime avec beaucoup de sympathie sur l'Espagne et expose que le cabinet de Versailles ne saurait avoir avec l'Espagne les efforts qui se font à Madrid pour la transformation des institutions politiques espagnoles. M. de Rémusat ajoute qu'il est désireux de voir l'Espagne arriver par la forme républicaine à la stabilité et au développement de sa liberté. En terminant, il promet de faire activement surveiller la frontière entre les deux pays. »

— Le *Times* publie la dépêche suivante :

« Paris, 14 mars. »

« Contrairement à ce qui a été annoncé il y a quelque temps, les négociations postales entre la France et les Etats-Unis ne marchent pas d'une manière satisfaisante. Ces négociations seraient mieux assurées, sur le point d'être interrompues, et voici comment et pourquoi :

« Le gouvernement français veut établir une taxe de 50 centimes sur le port simple fixé à 10 grammes, et le gouvernement des Etats-Unis, de son côté, après avoir proposé un droit de 30 centimes seulement, a consenti à le surélever à 40 centimes, en intimant que c'était là la limite extrême des concessions qu'il pouvait faire, et qu'il aimerait mieux discontinuer la négociation plutôt que de consentir à une nouvelle augmentation du tarif. »

— La session des conseils généraux commencera le 21 avril, il est probable que les vacances de l'Assemblée Nationale ne commenceront que le 5 avril pour finir le 4 mai.

(Temps.)

Une discussion très intéressante s'est engagée le 15 mars après-midi dans le sein de la dix-huitième commission d'initiative, à propos d'une proposition présentée par le baron Chaurand, et ayant pour objet de prescrire le repos du dimanche.

M. Chaurand est venu développer son projet. Il voudrait, les dimanches et jours fériés, interdire les travaux exécutés en tout ou en partie avec les fonds de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou charitables, par voie d'adjudication ou autrement ; les travaux concédés ou autorisés par ces mêmes administrations ; enfin les travaux qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu de permissions de voirie.

M. Chaurand demande en outre qu'on mentionne dans tous les contrats et cahiers des charges l'obligation de suspendre les travaux les jours fériés. Toutefois il ne s'oppose pas à ce que l'interdiction dont il s'agit soit levée en cas d'urgence, et après en avoir informé l'autorité religieuse par les préfets, les sous-préfets ou les maires. L'urgence serait constatée par des arrêtés motivés, et mention en serait faite alors sur un édit placé à l'entrée des chantiers.

Les gares de marchandises à petite vitesse devraient être fermées les dimanches et jours de fête légale. M. Chaurand consent cependant à faire une exception en ce qui concernerait la livraison des bestiaux.

Le passage des écluses sur les rivières et les canaux serait interdit de huit heures du matin à midi les dimanches et jours de fête légale.

Quant aux bureaux de poste, ils ne devraient être ouverts, ces jours-là, que de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi. Enfin des arrêtés ministériels assureraient aux employés du télégraphe le temps et la liberté nécessaires pour remplir leurs devoirs religieux les dimanches et jours fériés.

M. de Pressensé a exposé à la commission qu'il acceptait la pensée même de la proposition en ce qui concernait le travail du dimanche dépendant du gouvernement, sous la réserve d'un examen approfondi des mesures proposées par M. Chaurand, relativement aux administrations des chemins de fer et pouvant dépasser la compétence de l'Etat.

M. de Pressensé a demandé de rejeter toute considération autre que celle de la liberté de conscience et d'éviter de mettre dans la loi des raisons puées dans les croyances religieuses. Partisan déclaré, quant à lui, du repos dominical, il est persuadé que toute contrainte légale se retournerait contre lui.

Il ne faudrait point, suivant lui, viser dans la proposition la loi du 18 novembre 1814, qui est conçue au point de vue de la religion d'Etat, et par conséquent en opposition avec notre droit public. Ce serait violer la conscience que d'interdire des actes à des citoyens au nom d'une foi religieuse qu'ils ne sont nullement obligés d'accepter. La loi, en effet, ne connaît ni israélites, ni protestants, ni catholiques, ni libres penseurs, elle ne reconnaît que des Français.

M. de Pressensé, après avoir rappelé la poursuite exercée dans une localité contre un charbonnier protestant qui avait, le jour de la Toussaint, terminé un chariot, ajoute qu'il ne consentira jamais à donner son adhésion à une législation véritablement surannée, contraire à la vraie notion de l'Etat et à l'intérêt de la religion.

MM. Chesnelong et Sacaze ont vivement défendu la loi du 18 novembre 1814 au point de vue social et religieux.

D'après eux, la liberté de conscience sub-

— On lit dans le *Moniteur universel* : « On assure que, le 10 de ce mois, M. de Rémusat a remis à M. Olzog une note en réponse au *memorandum* de M. Castelar. Dans ce document, le ministre français s'exprime avec beaucoup de sympathie sur l'Espagne et expose que le cabinet de Versailles ne saurait avoir avec l'Espagne les efforts qui se font à Madrid pour la transformation des institutions politiques espagnoles. M. de Rémusat ajoute qu'il est désireux de voir l'Espagne arriver par la forme républicaine à la stabilité et au développement de sa liberté. En terminant, il promet de faire activement surveiller la frontière entre les deux pays. »

— Le *Times* publie la dépêche suivante : « Paris, 14 mars. »

« Contrairement à ce qui a été annoncé il y a quelque temps, les négociations postales entre la France et les Etats-Unis ne marchent pas d'une manière satisfaisante. Ces négociations seraient mieux assurées, sur le point d'être interrompues, et voici comment et pourquoi :

« Le gouvernement français veut établir une taxe de 50 centimes sur le port simple fixé à 10 grammes, et le gouvernement des Etats-Unis, de son côté, après avoir proposé un droit de 30 centimes seulement, a consenti à le surélever à 40 centimes, en intimant que c'était là la limite extrême des concessions qu'il pouvait faire, et qu'il aimerait mieux discontinuer la négociation plutôt que de consentir à une nouvelle augmentation du tarif. »

— La session des conseils généraux commencera le 21 avril, il est probable que les vacances de l'Assemblée Nationale ne commenceront que le 5 avril pour finir le 4 mai.

(Temps.)

Une discussion très intéressante s'est engagée le 15 mars après-midi dans le sein de la dix-huitième commission d'initiative, à propos d'une proposition présentée par le baron Chaurand, et ayant pour objet de prescrire le repos du dimanche.

M. Chaurand est venu développer son projet. Il voudrait, les dimanches et jours fériés, interdire les travaux exécutés en tout ou en partie avec les fonds de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou charitables, par voie d'adjudication ou autrement ; les travaux concédés ou autorisés par ces mêmes administrations ; enfin les travaux qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu de permissions de voirie.

M. Chaurand demande en outre qu'on mentionne dans tous les contrats et cahiers des charges l'obligation de suspendre les travaux les jours fériés. Toutefois il ne s'oppose pas à ce que l'interdiction dont il s'agit soit levée en cas d'urgence, et après en avoir informé l'autorité religieuse par les préfets, les sous-préfets ou les maires. L'urgence serait constatée par des arrêtés motivés, et mention en serait faite alors sur un édit placé à l'entrée des chantiers.

Les gares de marchandises à petite vitesse devraient être fermées les dimanches et jours de fête légale. M. Chaurand consent cependant à faire une exception en ce qui concernerait la livraison des bestiaux.

Le passage des écluses sur les rivières et les canaux serait interdit de huit heures du matin à midi les dimanches et jours de fête légale.

Quant aux bureaux de poste, ils ne devraient être ouverts, ces jours-là, que de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi. Enfin des arrêtés ministériels assureraient aux employés du télégraphe le temps et la liberté nécessaires pour remplir leurs devoirs religieux les dimanches et jours fériés.

M. de Pressensé a exposé à la commission qu'il acceptait la pensée même de la proposition en ce qui concernait le travail du dimanche dépendant du gouvernement, sous la réserve d'un examen approfondi des mesures proposées par M. Chaurand, relativement aux administrations des chemins de fer et pouvant dépasser la compétence de l'Etat.

M. de Pressensé a demandé de rejeter toute considération autre que celle de la liberté de conscience et d'éviter de mettre dans la loi des raisons puées dans les croyances religieuses. Partisan déclaré, quant à lui, du repos dominical, il est persuadé que toute contrainte légale se retournerait contre lui.

Il ne faudrait point, suivant lui, viser dans la proposition la loi du 18 novembre 1814, qui est conçue au point de vue de la religion d'Etat, et par conséquent en opposition avec notre droit public. Ce serait violer la conscience que d'interdire des actes à des citoyens au nom d'une foi religieuse qu'ils ne sont nullement obligés d'accepter. La loi, en effet, ne connaît ni israélites, ni protestants, ni catholiques, ni libres penseurs, elle ne reconnaît que des Français.

M. de Pressensé, après avoir rappelé la poursuite exercée dans une localité contre un charbonnier protestant qui avait, le jour de la Toussaint, terminé un chariot, ajoute qu'il ne consentira jamais à donner son adhésion à une législation véritablement surannée, contraire à la vraie notion de l'Etat et à l'intérêt de la religion.

MM. Chesnelong et Sacaze ont vivement défendu la loi du 18 novembre 1814 au point de vue social et religieux.

D'après eux, la liberté de conscience sub-

— On lit dans le *Moniteur universel* : « On assure que, le 10 de ce mois, M. de Rémusat a remis à M. Olzog une note en réponse au *memorandum* de M. Castelar. Dans ce document, le ministre français s'exprime avec beaucoup de sympathie sur l'Espagne et expose que le cabinet de Versailles ne saurait avoir avec l'Espagne les efforts qui se font à Madrid pour la transformation des institutions politiques espagnoles. M. de Rémusat ajoute qu'il est désireux de voir l'Espagne arriver par la forme républicaine à la stabilité et au développement de sa liberté. En terminant, il promet de faire activement surveiller la frontière entre les deux pays. »

— Le *Times* publie la dépêche suivante : « Paris, 14 mars. »

« Contrairement à ce qui a été annoncé il y a quelque temps, les négociations postales entre la France et les Etats-Unis ne marchent pas d'une manière satisfaisante. Ces négociations seraient mieux assurées, sur le point d'être interrompues, et voici comment et pourquoi :

« Le gouvernement français veut établir une taxe de 50 centimes sur le port simple fixé à 10 grammes, et le gouvernement des Etats-Unis, de son côté, après avoir proposé un droit de 30 centimes seulement, a consenti à le surélever à 40 centimes, en intimant que c'était là la limite extrême des concessions qu'il pouvait faire, et qu'il aimerait mieux discontinuer la négociation plutôt que de consentir à une nouvelle augmentation du tarif. »

— La session des conseils généraux commencera le 21 avril, il est probable que les vacances de l'Assemblée Nationale ne commenceront que le 5 avril pour finir le 4 mai.

(Temps.)

Une discussion très intéressante s'est engagée le 15 mars après-midi dans le sein de la dix-huitième commission d'initiative, à propos d'une proposition présentée par le baron Chaurand, et ayant pour objet de prescrire le repos du dimanche.

M. Chaurand est venu développer son projet. Il voudrait, les dimanches et jours fériés, interdire les travaux exécutés en tout ou en partie avec les fonds de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou charitables, par voie d'adjudication ou autrement ; les travaux concédés ou autorisés par ces mêmes administrations ; enfin les travaux qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu de permissions de voirie.

M. Chaurand demande en outre qu'on mentionne dans tous les contrats et cahiers des charges l'obligation de suspendre les travaux les jours fériés. Toutefois il ne s'oppose pas à ce que l'interdiction dont il s'agit soit levée en cas d'urgence, et après en avoir informé l'autorité religieuse par les préfets, les sous-préfets ou les maires. L'urgence serait constatée par des arrêtés motivés, et mention en serait faite alors sur un édit placé à l'entrée des chantiers.

Les gares de marchandises à petite vitesse devraient être fermées les dimanches et jours de fête légale. M. Chaurand consent cependant à faire une exception en ce qui concernerait la livraison des bestiaux.

Le passage des écluses sur les rivières et les canaux serait interdit de huit heures du matin à midi les dimanches et jours de fête légale.

Quant aux bureaux de poste, ils ne devraient être ouverts, ces jours-là, que de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi. Enfin des arrêtés ministériels assureraient aux employés du télégraphe le temps et la liberté nécessaires pour remplir leurs devoirs religieux les dimanches et jours fériés.

M. de Pressensé a exposé à la commission qu'il acceptait la pensée même de la proposition en ce qui concernait le travail du dimanche dépendant du gouvernement, sous la réserve d'un examen approfondi des mesures proposées par M. Chaurand, relativement aux administrations des chemins de fer et pouvant dépasser la compétence







22,  
perspective  
Nevsky.

# LA MAISON BASTIDE

22,  
perspective  
Nevsky.

## LIQUIDE DÉFINITIVEMENT TOUTES LES MARCHANDISES.

Cette liquidation, devant se faire dans un très-court délai, toutes les marchandises seront cédées à des prix extrêmement bas. — Le 5 mars commença la vente au rabais. — Du 5 au 10 mars il ne sera essentiellement vendu que les articles pour enfants, bébés et nouveaux-nés.

Brassières en toile et en piqué.  
Culottes en toile et en flanelle.  
Ceintures en flanelle piqué et Anglaises.  
Bavettes piquées unies et garnies.  
Couches en toile.  
Langes et couvre-langes piqué et flanelle.  
Porte-bébés piqué garnis broderies.  
Chemises et Robes de nuit.  
» de baptême.

Chemises pour fillettes.  
Bonnets de baptême.  
Grand assortiment de bonnets linge.  
Pelisses piquées unies et garnies.  
» en Cachemire unies et brodées.  
Jupons percale simples et garnis.  
» de flanelle.  
Pantalons simples et garnis.  
Tabliers.

Corsets.  
Cols marin.  
Corsages Nansouk et Mousseline.  
Draps simples et garnis.  
Taies.  
Couvertures laine et soie.  
» de baptême en batiste garnies valenciennes.  
Costume laine et fantaisie.  
Grand assortiment de Paletots et Manteaux.

Tous les objets qui composent une layette se vendant séparément, peuvent servir de modèles et rendre ainsi de grands services aux personnes qui désirent s'occuper elles-mêmes de la confection de ces objets. — En même temps seront vendues toutes les fournitures pour layettes :

Flanelles, Basins.  
Piqué sec et Piqué moelleux.

Œil anglais.  
Toiles Batistes et percales.

Le 12 mars commencera la liquidation des lingerie pour dames, trousseaux complets.

590

Le général en retraite  
**Alexandre Constantinovitch Boulgakow**  
est décédé le 7 mars au soir, après une longue maladie. Les prières seront dites à une heure et à 8 h. du soir. Le corps sera levé samedi 10 mars à 10 h. du matin, et inhumé au cimetière d'Alexandre Nevsky.

UN COURRIER allemand cherche une place pour voyager avec une famille, un malade ou des enfants. Il parle russe, allemand, anglais et français, et a voyagé en Orient, en Italie, en France, en Angleterre. Les meilleures recommandations. S'adresser chez le suisse de l'Ermitage, maison Kouchelov, pont Simonovski. 659

UN MONSIEUR ANGLAIS gradué à l'Université d'Oxford (Première classe en classiques) désire entrer comme précepteur dans la famille d'un noble voyageant ou à résidence fixe. S'adresser : J. K. H. Oxford Union Society, Oxford, Angleterre. 691

**A LOUER**  
six chambres bien meublées. Grande rue des Ecuries, n° 18. Entrée de l'hôtel Victoria. On peut les voir de 1 h. à 3 h. après-midi. 688

**A VENDRE 42 TABLEAUX**  
de bons maîtres (XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles). Perspective Vonnassensky, près du pont Bleu, n° 3, logement du docteur Rosenblum. — Visibles de midi à 4 heures. 692

**A VENDRE** une bonne calèche et deux drojki, l'un avec capote, le tout très fort, en très bon état et à bon marché. Gr. Sadovaia, en face du Gostinnoi-Dvor, n° 18; s'ad. directement au magasin chimique, à côté de l'horloger. 696

**A VENDRE** Tableaux à l'huile originaux, des écoles italienne et hollandaise. S'adresser : Troitsky pereouk, à l'établissement d'hydropathie, n° 7. 697

**A CÉDER**  
pour cause de départ un logement avec contrat, se composant de 6 chambres, avec balcon, cuisine, aménagement complet et batterie de cuisine. S'ad. Petite rue des Ecuries, n° 10, la 3<sup>e</sup> à partir de la perspective Nevsky, entrée par le padozkie, log. n° 18. Visible tous les jours de midi à 2 heures. 694

ON demande une petite Française de 7 à 8 ans pour parler français avec des enfants de son âge. On la prendrait depuis l'automne jusqu'en novembre. S'ad. Sapernoi per, n° 8, log. 1. 699

ON DESIRE avoir une petite fille française de 7 à 11 ans pour tenir compagnie à une enfant. S'ad. Corps des de la marine, log. n° 1, Vassili-Ostrov, de 10 h. à 2 h. — On cherche à la même adresse une Allemande sachant coudre et surveiller le ménage. 678

UNE DAME française disposant de quelques heures, désire trouver des leçons. S'ad. Gr. Morskaja, n° 20, log. n° 6. 695

**A REMETTRE**  
un logement meublé de 3 chambres, antichambre et cuisine, avec contrat. On y vend aussi toute une garde-robe de dame. Visible de midi à 2 h. Près du Grand-Théâtre, Nicolaïska, n° 6, log. 29. 693

LE  
„PHÉNOMÈNE RUSSE“  
que l'on peut voir à l'Exposition des beaux-arts et de curiosité, sous l'hôtel Belle-Vue, Nevsky, 58, est sans doute le plus intéressant. Phénomène non seulement par l'extérieur, mais aussi par sa haute intelligence. 677

**RAISINS**  
doux de Malaga. Fruits glacés de Paris. Fruits au jus en carafons. Dattes Muscades en paquets. Ananas au naturel. Pâtés de Henry. Sardines Rœdel et Canaud. Fromages Suisse et de Hollande. Homards de Batty & Co de Londres. Huile de Provence. Moutarde française. Vinaigre. Vins. Liqueurs. Gin, etc. en bouteilles et cruchons. Saucisson italien. Jambon cuit et Jambon fumé, etc., etc.

Aux magasins de fruits et de vins  
de  
**VIOSCHINE.**  
Grande Morskaja, n° 23 et perspective Nevsky à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1.

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

ON DEMANDE  
une modiste et une apprentie pour chapeaux, au passage n° 3 et 5. 692

**M<sup>ME</sup> HÉLÈNE S. VONGL.**  
Dentiste Américain de New-York, reçoit tous les jours, Petite Morskaja, n° 21.  
Dents artificielles. — Orification des dents. 578

**LEÇONS** d'anglais (conversation, théorie) par une dame. Pont des Ecuries, n° 17. 674

**A VENDRE**  
coupé très élégant, essieux patentés, doublé de satin, prix 600 r. — Grande Millionnaia, n° 19, demander le cocher Grigoriew. 693

**A VENDRE** une belle collection d'armes anciennes. Persp. Anglaise, n° 19, log. 3. On peut les visiter de midi à 4 h. 691

**ACHAT ET VENTE**  
de diamants, pierres de couleurs, perles fines : objets anciens, meubles bronzes, pendules, porcelaines, vases, groupes, statuettes, tabatières, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. — Petite Morskaja, maison Fedorow, n° 11, magasin de M<sup>me</sup> Jakobson. 4012

**A VENDRE**  
un traineau et un drojki d'occasion (égoïstes). S'ad. canal de la Moika, maison n° 101, log. n° 6. 693

**A VENDRE**  
véritables dentelles noires et blanches, batiste, linon et porcelaine de Chine. Visible tous les jours de 11 à 4 h., rue Kabinetskaia, n° 1. Kassatkin, log. n° 9. 695

**A LOUER UN LOGEMENT**  
de 6 pièces, Grande-Morskaja, n° 52. 603

**PAIN NOIR.** Nous avons l'honneur d'annoncer à l'honorable public que nous faisons, dans notre four à vapeur patentié bien connu, du pain excellent, de la meilleure farine, et que nous le vendons dans nos magasins : 1<sup>er</sup> Place de l'Amiral, n° 8; 2<sup>e</sup> Grande Sadovaia, en face du jardin Youssoufow, n° 47, magasin n° 13, et 3<sup>e</sup> à notre fabrique, Vas-Ostr, 1<sup>er</sup> log. n° 56. 691

**Henry D. Moore & Co.**

**AUX PARENTS.**

Les enfants qui, pour cause de maladie, ont besoin de faire une cure d'eaux minérales dans un climat tempéré de l'Allemagne, et qui ne peuvent être accompagnés par leurs parents pour un temps indéterminé, seront toujours reçus et traités consciencieusement dans la famille du docteur en médecine F. Bauer. Sooden-Allendorf, sur la Verra, province de Hesse-Nassau.

Pratique des langues russe, allemande, anglaise et française. Pour des renseignements plus détaillés s'adresser à St-Petersbourg : Streimann, n° 16, log. n° 7. 552

**CIRQUE HINNÉ**

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui, vendredi 9 mars.

GRANDE REPRÉSENTATION

11<sup>me</sup> et avant-dernier début du « Rossignol à deux têtes ».

On commencera à 7 heures 1/2.

Demain samedi 10 mars, grande représentation et dernier début, et bénéfice du « Rossignol à deux têtes ».

Le « Rossignol à deux têtes » se fera voir pour l'avant-dernière fois samedi 10 mars, perspective Nevsky, près de la Litteinaia, maison Liphart, n° 80, dans la salle de l'Hôtel Royal, de 1 h. à 4 h., de l'après-midi.

Le directeur Ch. Hinné.

**DRAGEES DE GÉLIS ET CONTE**

Pilules de Gélis et Conté au lactate de fer, administrées, d'après les prescriptions médicales, dans toutes les maladies produites par l'épuisement des sucs vitaux et l'anémie.

On est prié d'exiger sur chaque boîte la marque de l'inventeur.

Paris, pharmacie Labélonye, r. d'Aboukir, 99. En Russie, dans toutes les pharmacies de l'empire.

On trouve également dans toutes les pharmacies les

**DRAGEES D'ERGOTINE DE BONJEAN.**

Ces pilules servent à guérir les hémorrhagies.

209

210

211

212

213

214

215

**RESTAURANT BORREL**

Grande-Morskaja, n° 18, au coin du Kirpitchnoi pereouk.

Dîner du vendredi 9 mars à 1 r. 50 c.

de 3 à 7 heures.

**MENU.**

Potage Bisque d'écrevisses (Petits Pâtés).

Fricandeau à la chicorée.

Eperlans au gratin.

Morilles à la crème.

Grives rôties (Concombres).

Biscuits glacés à la vanille.

Café. 697

**DINERS ET SOUPERS A LA CARTE A TOUTE HEURE.**

GRANDS ET PETITS DINERS DE COMMANDE.

Salons pour 200 personnes et cabinets richement décorés, pour grands dîners, soirées, bals et réunions de société.

**CHARLES ORLOND**

TAILLEUR

Perspective Nevsky, entre les deux Morskaja, maison Stroubinsky, n° 11, bel-étage.

Hautes Nouveautés de printemps pour habillements d'hommes viennent d'arriver de Paris et de Londres.

Spécialité pour pantalons. 656

**PILULES DE BLANCARD**

A l'iodure de fer inaltérable.

Approuvées en 1850 par l'Académie de médecine de Paris.

Adoptées en 1866 par le Formulaire officiel français, le Codex, etc.

Employées, selon l'ordonnance des Médecins, dans les affections scrofuleuses et chlorotiques.

Comme preuve d'authenticité des véritables Pilules de Blancard, exiger notre cachet d'argent réactif et notre signature apposée au bas d'une étiquette verte.

Se trouvent dans toutes les bonnes pharmacies.

387 O. P.

pharmacie, 40, rue Bonaparte, Paris.

**BANQUE DE COMMERCE**

DE

**ROSTOW SUR LE DON.**

La direction de la Banque, en vertu du § 53 des statuts, a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale ordinaire pour le jeudi 22 mars 1873, à 1 heure de relevée, au local de la Banque, maison Mouchine, à l'effet :

1<sup>o</sup> D'entendre le rapport du conseil d'administration et recevoir les comptes de l'exercice depuis le 1<sup>er</sup> mars, jour de l'ouverture de ses opérations, jusqu'au 31 décembre 1872.

2<sup>o</sup> De remplacer un député sortant.

3<sup>o</sup> D'élire deux membres du conseil d'administration.

Aux termes des §§ 49 et 50 des statuts :

Tous les actionnaires de la Banque ont le droit d'assister aux assemblées générales, mais le droit de voter n'appartient qu'aux propriétaires de vingt-cinq actions au moins.

Les actionnaires, pour avoir le droit de prendre part à l'assemblée générale, doivent présenter leurs actions au conseil d'administration deux semaines avant le jour fixé pour l'assemblée.

Le conseil d'administration de la Banque porte à la connaissance de MM. les actionnaires qu'à l'assemblée générale fixée au 22 mars ils auront à élire deux membres du conseil au lieu de deux candidats, comme il a été par erreur annoncé dans un précédent avis. 500

**CHEMIN DE FER**

DE

**VARSOVIE-VIENNE**

Mouvement et recettes pendant le mois de février 1873.

209

210

**LE MÉMORIAL DIPLOMATIQUE**

JOURNAL INTERNATIONAL, POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER

Paraissant le samedi.

Directeur : ÉDOUARD SIMON.

Ce journal, qui vient d'entrer dans sa dixième année d'existence, est le seul organe exclusivement consacré aux questions de politique internationale et aux intérêts qui s'y rattachent.

Le *Mémorial Diplomatique* suit, avec une sollicitude particulière, le développement admirable de l'Empire Russe, et il publie chaque semaine une correspondance de Saint-Petersbourg.

Il insère tous les documents diplomatiques à mesure qu'ils sont livrés à la publicité. — A la fin de l'année des tables analytiques sont envoyées à tous les abonnés, de manière à faciliter les recherches.

Bureaux : 257, rue Saint-Honoré, à Paris.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Pour Paris : Six mois, 20 fr.; Un an, 40 fr. — Pour la Russie : Six mois, 23 fr.; Un an, 46 fr.

On s'abonne, en Russie, aux bureaux de poste.

590

**PREMIER**

**ATELIER D'HABILLEMENTS POUR HOMMES**

DE

**E. ALVANG,**

perspective Nevsky, maison du comte Mengden, entrée par la Petite-Sadovaia,

A ST-PETERSBOURG.

On envoie gratis aux personnes demeurant à l'intérieur, qui le désirent, l'explication de la manière de se prendre soi-même la mesure, ainsi qu'un prix-courant détaillé. 502

**SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER**

DE

**VORONÈJE-KOZLOW.**

Sont sorties au tirage pour être amorties les obligations de l'émission du 1<sup>er</sup> avril 1872 dont les numéros suivent :

A deux cents thalers :

N° 3 1512 10920 15001 18910 24360

11 1683 11150 15672 18926 24872

12 2004 11202 15700 19302 25200

19 2561 11275 16723 19564 25306

58 2619 11296 16843 19897 25972

66 2782 11305 16937 20042 26109

106 3104 11578 16945 20129 26457

226 3457 12135 16955 20199 26583

482 3847 12272 17204 20263 27045

893 4044 13016 17226 20485 27406

1001 6532 13125 17941 21136 27509

1073 7920 14078 17999 21465 27689

1150 9435 14256 18004 21907 28005

1382 10241 14347 18010 22006 28563

1402 10875 14897 18044 22109 29004

29307

Le remboursement du capital des obligations amorties dont les numéros précèdent aura lieu à partir du 20 mars (1<sup>er</sup> avril) de l'année courante à St-Petersbourg, à la maison de banque Wynecken et Co et à l'étranger chez les banquiers de la Société. 665

**L. LEGRAND**

FOURNISSEUR DE PLUSIEURS COURS ÉTRANGÈRES

207, Rue Saint-Honoré, Paris

**SAVON ORIZA**

Produisant une mousse fine et abondante avec toutes les eaux

Le meilleur et le plus doux de tous les savons de toilette (selon le Dr O. Réver) indispensable pour conserver à la peau sa souplesse et son velouté et blanchir les mains.

CRÈME ORIZA et ORIZA-POWDER pour blanchir, adoucir et rafraîchir la peau

ORIZA LACTÉ contre les taches de rousseur et les rides

Dépot chez les principaux parfumeurs et coiffeurs de la Russie.

63

**SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER**

D'OREL-GIAZI

Sont sorties au tirage pour être amorties ; les obligations de l'émission du 1<sup>er</sup> avril 1872, dont les numéros suivent :

A deux cents thalers :

N° 6 1372 3620 7982

25 1391 3847 8962

91 1442 4951 10583

192 1572 5674 11636

351 1704 6013 11890

671 2555 6455 11984

977 2614 6672 12437

1002 2683 6782 12567

1056 2994 7453 13652

1261 3265 7861 13729

13764

13824

Le remboursement du capital des obligations amorties dont les numéros précèdent aura lieu à partir du 20 mars (1<sup>er</sup> avril) de l'année courante à St-Petersbourg, à la maison de banque Wynecken et Co et à l'étranger chez les banquiers de la Société. 664

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN.